

Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 16 (point n°1)  
17 (à partir du point n°2)

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 19 (point n°1)  
20 (à partir du point n°2)

Convoqués le : 01/07/2016

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU CINQ JUILLET DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

**Etaient présents** : Madame Catherine BASSOT, Monsieur Bernard CHOLLOT, Monsieur Jérôme DESFORGES, Monsieur Richard PERRET, Monsieur Claude BEBON, Monsieur Marc BURGUND, Madame Marie Josée HANESSE, , Madame Claire ADAM, Madame Cathy LESURE, Monsieur Calogero GALLETTA, Monsieur Christian HANEN, Madame COLLIN-CESTONE, Monsieur Jean-Loup MAHIEU, Monsieur Yannick GROUTSCH, Madame Laurence HERRMANN, Monsieur OMINETTI.

**Absents ayant donné pouvoir** :

Monsieur Raymond FRANZKE a donné pouvoir à Madame Laurence HERRMANN  
Madame Mireille BERTON a donné pouvoir à Monsieur Frédéric NAVROT  
Monsieur Didier LEVIS a donné pouvoir à Monsieur Christian HANEN

**Absents Excusés** : Madame Isabelle GAYRAL, Madame Sandrine MOUGEOT, Madame Jessica SCHMIDT.

**Secrétaire de Séance** : Madame Laurence HERRMANN

=====

Approbation du Procès-Verbal de la séance qui s'est tenue le 31 mai 2016.  
**Approuvé à l'unanimité des membres présents.**

=====

Monsieur le Maire donne lecture des décisions signées dans le cadre de sa délégation de compétences reçue du Conseil Municipal.

=====

### **DELIBERATIONS**

=====

**Point numéro 1 :**

#### **Engagement de la procédure de désaffectation de l'école maternelle Sous-Les-Vignes**

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que l'école maternelle Sous-Les-Vignes, située rue de Crimée, s'est vu retirer le dernier poste d'enseignant suite à une modification de la carte scolaire par les services de l'éducation nationale.

En effet, l'affectation du ou des emplois d'enseignants relève du Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN), qui ne prévoit plus de postes d'enseignant à l'école maternelle Sous-Les-Vignes. L'école Maternelle Arc-en-Ciel sera parfaitement en mesure d'accueillir les anciens élèves de l'école Sous Les Vignes. En effet, le complexe scolaire est récent et il est le plus à même d'offrir un service de qualité aux enfants de la Commune.

A la fin de cette année scolaire, la désaffectation de l'école pourrait être prononcée. Cependant, il faut préalablement solliciter l'avis de Monsieur le Préfet sur la désaffectation.

Monsieur le Maire demande donc l'autorisation au Conseil Municipal de débiter la procédure de désaffectation en sollicitant l'avis de Monsieur le Préfet afin de mener la procédure à son terme.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

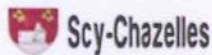
VU la décision des services de l'éducation nationale de retirer le poste à l'école maternelle Sous-Les-Vignes,

AUTORISE le Maire à débiter la procédure de désaffectation en sollicitant l'avis de Monsieur le Préfet.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 16 (point n°1)  
17 (à partir du point n°2)

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 19 (point n°1)  
20 (à partir du point n°2)

Convoqués le : 01/07/2016

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU CINQ JUILLET DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Monsieur MAHIEU soulève la question des contraintes juridiques ou charges pesant sur le bâtiment.

Monsieur le Maire lui répond que cela sera abordé lors de la procédure de désaffectation.

Madame HERRMANN souhaite que l'on modifie le corps de la délibération en indiquant «retirer le poste » plutôt que « retirer un poste».

Monsieur OMINETTI arrive à 18h05.

#### Point numéro 2 :

#### Réitération de l'autorisation de signature du compromis de vente d'un terrain appartenant à la société Graines Fabre – Section 9 n°198

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les dispositions des articles L. 2541-12 4°, L. 2241-1, L. 1311-9,

VU les avis de France Domaine datés des 22 juin 2015 et 22 juin 2016,

VU le compromis de vente,

Le Conseil municipal a délibéré, le 22 mars 2016, pour décider de l'acquisition d'un terrain, cadastré section 9 n°198, appartenant à la société Graines Fabre (point n°7 de la séance).

Cette délibération a fait l'objet d'un recours en annulation, enregistré au greffe du Tribunal administratif de Strasbourg le 23 mai 2016 sous le n°162983.

Ce recours a été intenté par l'association « Scy-Chazelles pour tous » représentée par M. Alexandre LOCQUET et par M. Georges KRAUS.

Les requérants prétendent que les membres du Conseil municipal n'auraient pas été informés, préalablement à la délibération, des termes de l'avis de valeur émis par France Domaine le 22 juin 2015, parce que cet avis n'est pas visé dans la délibération.

Bien que cet argument soit inexact et que les membres du Conseil municipal ont eu connaissance des termes de l'avis de France Domaine préalablement à la délibération, le Conseil municipal est invité à délibérer à nouveau sur cette acquisition foncière et à réitérer l'autorisation de signer le compromis donnée au Maire.

Pour mémoire, cette acquisition d'un terrain situé voie de la Liberté s'inscrit dans le cadre du projet de reconversion de l'ancien site « ALDI ».

Cette parcelle, d'une superficie de 2532 m<sup>2</sup>, est située en zone UE du PLU de la commune.

Cette acquisition permettra à la commune d'avoir la maîtrise foncière de l'ensemble du site, dans la mesure où la parcelle n°197, située à l'arrière de la parcelle à acquérir à la société Graines Fabre, a d'ores et déjà été acquise par l'EPFL dans le cadre d'une convention de portage conclue avec la commune.

La commune a lancé un appel à projets pour l'urbanisation de ce site par un opérateur privé.

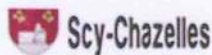
L'évaluation de valeur faite par France Domaine est une évaluation de sa valeur à la date d'émission de l'avis. La parcelle étant actuellement grevée d'une servitude non aedificandi, la valeur du terrain a été estimée par ce service à 43.000,00 €.

Toutefois, le fond dominant bénéficiant de cette servitude est la parcelle n°197 acquise par l'EPFL à la demande de la commune.

Lorsque les deux parcelles constituant respectivement le fond servant et le fond dominant sont réunies entre les mains d'un unique propriétaire, la servitude s'éteint en application des dispositions de l'article 705 du code civil.

Dans le cadre de la négociation sur le prix avec la société venderesse, il a été convenu de ne pas tenir compte de la moins-value induite par la servitude non aedificandi ayant vocation à disparaître lors de la réalisation de la vente et de la réunion des deux fonds entre les mains d'un même propriétaire.





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 16 (point n°1)  
17 (à partir du point n°2)

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 19 (point n°1)  
20 (à partir du point n°2)

Convoqués le : 01/07/2016

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU CINQ JUILLET DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

La valeur du terrain à acquérir a été évaluée, d'un commun accord entre les parties, par M. HIRTZ, Expert près la Cour d'appel de Metz à la somme de 550.000,00 €, correspondant à la valeur du terrain non grevé par la servitude.

Le compromis de vente négocié avec la société venderesse permet en outre de substituer à la commune le lauréat de l'appel à projets lors de la vente, de telle sorte que la commune n'ait pas à payer le prix de vente de ce terrain.

Le compromis de vente comporte également une condition suspensive liée à l'agrément par la commune d'un opérateur privé. En l'absence d'agrément, dans l'hypothèse où l'appel à projets se révélerait infructueux, la commune peut se libérer sans frais du compromis.

Monsieur le Maire demande donc au Conseil municipal de réitérer l'autorisation de signer le compromis de vente accordée le 22 mars 2016.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal :

REITERE l'autorisation de signer le compromis de vente conclu avec la société Graine Fabre cadastré section 9 n°198 au prix de 550.000,00 €.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

#### **ADOpte A LA MAJORITE**

**Pour : 19**

**Contre : 1 (M. MAHIEU)**

*Monsieur MAHIEU demande si le compromis permet au futur lauréat de l'appel à projets de se substituer à la commune. Il indique qu'il n'y a pas de durée dans le compromis et que la commune pourrait être amenée à acheter le terrain.*

*Monsieur le Maire lui répond que la durée du compromis de vente est de plus de deux ans, soit un délai compatible pour la recherche d'un candidat dans le cadre de l'appel à projet et la modification du PLU. Il lui rappelle également que l'acte prévoit une clause de substitution, afin que le terrain soit acquis par le lauréat de l'appel à projet et non par la commune, de même qu'une clause de renonciation par la commune si l'appel à projet est infructueux (aucun candidat intéressé), et cela sans pénalités. Il précise par ailleurs que si à la fin du délai de deux ans aucun lauréat n'est sélectionné, il sera toujours possible pour la commune de négocier une prolongation de l'engagement avec la société venderesse.*

*Monsieur CHOLLOT relève que le notaire de la commune avait déjà expliqué ces éléments lors d'une réunion collective précédente.*

*Monsieur MAHIEU répond que le notaire a tenu des propos allant forcément dans le sens des intérêts de la commune.*

*Monsieur le Maire n'est pas d'accord avec Monsieur MAHIEU.*

#### **Point numéro 3 :**

##### **Renouvellement de la convention de la micro-crèche**

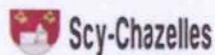
Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que la convention de la micro-crèche arrive à échéance le 1<sup>er</sup> août 2016.

L'Association d'Action Sociale du Bas-Rhin exploite le bâtiment depuis 2013. Cette dernière n'a aucun but lucratif. La convention triennale arrive à échéance et il convient de la renouveler pour une durée d'un an.

Il appartient au Conseil Municipal de valider certaines clauses avant que Monsieur le Maire ne signe la convention sur le fondement de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'autoriser les clauses suivantes :





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 16 (point n°1)  
17 (à partir du point n°2)

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 19 (point n°1)  
20 (à partir du point n°2)

Convoqués le : 01/07/2016

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU CINQ JUILLET DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

- l'autorisation de la gratuité de l'occupation du domaine public pendant toute la durée de la convention et de mettre gracieusement à la disposition de l'association le mobilier contenu dans le bâtiment ;
- assurer l'équilibre financier du contrat ;
- la prise en charge l'entretien des espaces verts, le contrôle, la maintenance et l'entretien des aires de jeux, des chéneaux et gouttières pour le toit terrasse et le contrôle des installations électriques ;
- le remplacement du mobilier usagé ou défectueux de la micro-crèche ;
- de désigner des représentants de la commune afin de siéger au comité de pilotage et au conseil d'administration.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le projet de convention ;

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à accepter l'ensemble des dispositions évoquées ci-dessus.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

#### **ADOpte A L'UNANIMITE**

*Monsieur le Maire rappelle que conformément au projet de convention joint pour information avec les projets de délibération, la convention aura une durée d'un an.*

*Monsieur MAHIEU demande s'il y a une différence de tarifs entre les enfants qui habitent la commune et ceux venant des autres communes.*

*Monsieur le Maire répond par la négative.*

*Monsieur MAHIEU demande si la commune participe à certaines dépenses.*

*Monsieur le Maire lui répond par l'affirmative (gros entretien, remplacement de mobilier ou équipement, ...). Madame HERRMANN complète en précisant que c'est très souvent le cas pour les bâtiments communaux.*

*De manière analogue, Monsieur MAHIEU demande s'il y a une différence de tarif concernant le périscolaire tout en précisant qu'il n'a rien contre les autres habitants des communes.*

*Monsieur le Maire lui répond que le tarif horaire de l'accueil périscolaire est identique.*

#### **Point numéro 4 :**

##### **Achat de terrain section 1 parcelle 279 situé rue de Crimée**

Monsieur le Maire explique que l'acquisition de la parcelle section 1 parcelle 279 située rue de Crimée est envisagée par la Commune au prix de 150 000 euros pour une superficie de 1814 m². Cette parcelle appartient à la famille PICHON.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de l'autoriser à acheter ce terrain au prix de 150 000 euros. Le terrain se situe en zone UAa du PLU.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

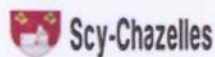
VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU l'avis de France Domaine du 23 juin 2016,

VU l'accord des héritiers Pichon,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 16 (point n°1)  
17 (à partir du point n°2)

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 19 (point n°1)  
20 (à partir du point n°2)

Convoqués le : 01/07/2016

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU CINQ JUILLET DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

AUTORISE le Maire à acheter le terrain section 1 parcelle 279 situé rue de Crimée au prix de 150 000 euros auquel il faut ajouter les frais de notaire.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'achat de ce terrain.

DESIGNE Maître MALHER comme notaire en charge de ce dossier.

PRECISE que la dépense liée à cet achat sera imputée au budget 2016.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

#### **ADOpte A L'UNANIMITE**

*Monsieur MAHIEU indique que la parcelle est grevée d'une servitude au bénéfice de la commune.*

*Monsieur le Maire lui répond qu'il s'agit d'un emplacement réservé pour y faire un belvédère et en fond de parcelle d'un espace boisé à conserver, ce qui relève d'un certain non-sens (vouloir préserver une vue totalement obstruée sans pouvoir dégager ce qui l'obstrue...).*

*Monsieur MAHIEU estime que le propriétaire n'a pas vraiment d'autre choix que de le vendre à la commune dans ces conditions.*

*Monsieur le Maire lui répond que le propriétaire aurait tout-à-fait pu le vendre à un privé, mais avec la servitude.*

*Monsieur MAHIEU s'interroge sur le montant de 150 000 euros.*

*Monsieur le Maire lui répond qu'il s'agit du prix de vente accepté par le propriétaire. Il précise que ce prix est quelque peu inférieur à l'estimation des domaines, qui s'élève à 168 000 euros.*

#### **Point numéro 5**

#### **Temps d'Activités Périscolaires : Année Scolaire 2016/2017** **Convention à intervenir avec le lycée André CITROEN de Marly**

Madame Nathalie COLLIN CESTONE, adjointe au Maire en charge des Affaires Scolaires et Périscolaires informe les membres du Conseil Municipal que dans le cadre de la mise en place de l'atelier « *découverte des Arts du Cirque* » durant le temps extra-scolaire, le lycée André CITROEN de Marly propose de mettre gratuitement à disposition de la commune du matériel de cirque.

Dans cet objectif, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe à intervenir avec le lycée André CITROEN destiné à définir les modalités de mise à disposition dudit matériel.

Sur proposition de Madame Nathalie COLLIN CESTONE, Adjointe au Maire en charge des Affaires Scolaires et Périscolaires,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

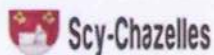
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir avec le lycée André CITROEN de Marly pour le prêt de matériel de cirque pour le déroulement des ateliers « *découverte des Arts du Cirque* » dans le cadre des TAP.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

#### **ADOpte A L'UNANIMITE**

*Monsieur CHOLLOT demande si l'assurance de la commune permet de couvrir d'éventuels dégâts occasionnés au matériel prêté.*

*Madame COLLIN-CESTONE lui répond que l'assurance couvre bien les éventuels dommages.*



PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU CINQ JUILLET DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Point numéro 6

**Demande de subvention au Conseil Départemental dans le cadre de  
« Lire en fête 2016 »**

Madame LESURE, Adjointe au développement de la vie locale, explique aux membres du Conseil Municipal que la commune peut bénéficier d'une subvention du Conseil Départemental dans le cadre de « lire en fête ».

Le thème de la manifestation pour cette édition 2016 est : « Des héros supers aux Super-héros ».

La demande de subvention est de 72 euros. Cette somme correspond aux frais de communication engagés dans le cadre de cette action.

Madame LESURE, Adjointe au développement de la vie locale, souhaite que le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à solliciter une subvention à hauteur de 72 euros auprès du Conseil Départemental.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

AUTORISE le Maire à solliciter la subvention auprès du Conseil Départemental à hauteur de 72 euros.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

**FIN DE LA SEANCE : 18h23**

**LE MAIRE**

**Frédéric NAVROT**

**AFFICHÉ LE :**

**LE SECRÉTAIRE DE SÉANCE**

**Laurence HERRMANN**

**TRANSMIS EN PREFECTURE LE :**

